

L'Hypocrisie Faillie de l'Occident : Sanctions, Silence et la Descente vers la Guerre Totale

Par Frank , 27 juillet 2026

L'Hypocrisie Faillie de l'Occident : Sanctions, Silence et la Descente vers la Guerre Totale



En l'été 2026, l'ordre politique européen est plus que jamais exposé au regard impitoyable de l'histoire. Ce qui, après la Seconde Guerre mondiale, a été présenté comme un projet inébranlable de paix, de prospérité, de droits de l'homme et de valeurs partagées, a rapidement dégénéré en un appareil de pouvoir élitiste et belliciste. Cet appareil sacrifie sa propre population sur l'autel d'obsessions géopolitiques et de réflexes impériaux, tout en menant une opération de dissimulation d'ampleur épique sur ses propres crimes et ceux de ses alliés.

Par Frank Dumon

Cet article synthétise trois sources d'analyse cruciales qui, ensemble, dressent un tableau saisissant mais nécessaire de notre époque.

1. [En faillite et frauduleux : l'UE sanctionne la Russie tout en se taisant sur le génocide américain et israélien](#) Censuré dans l'UE

Une condamnation cinglante de la politique de sanctions de l'UE contre la Russie, qui est non seulement un suicide économique, mais aussi juridiquement illégale.

2. [Chaos implacable autour du globe](#)

Une transcription des parlementaires intrépides Mick Wallace et Clare Daly, qui dissèquent sans pitié l'escalade mondiale en Iran, l'étouffement de Cuba et la folie militariste en Europe.

3. [Francesca Albanese : Nous sommes entre les mains d'élites prédatrices](#)

Le témoignage de la rapporteure de l'ONU Francesca Albanese sur la destruction systématique à Gaza, qui peut être juridiquement qualifiée de génocide.

Pour l'esprit critique en Europe, il ne s'agit plus d'une question de préférence politique ou de nuance idéologique. C'est une nécessité morale et intellectuelle de comprendre, de nommer et de refuser de se laisser entraîner par cette propagande centralisée. Nous assistons à la fin d'une illusion : l'illusion que l'Occident peut encore être l'arbitre moral du monde.

L'Illusion de l'Autorité Morale Européenne : Les Sanctions comme Instrument de Guerre Totale

L'Union européenne a annoncé cette semaine son 21e paquet de sanctions politiques et économiques contre la Fédération de Russie. Avec une autosatisfaction presque religieuse et sanctimonieuse, les dirigeants des 27 États membres affirment que ces mesures constituent une punition nécessaire et de principe pour la soi-disant « **agression non provoquée** » et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Mais quiconque regarde au-delà de la propagande médiatique occidentale centralisée et monolithique, et ose regarder les faits historiques objectifs en face, ne reconnaît dans ce discours rien d'autre qu'une farce de proportions historiques.

L'histoire nous enseigne que ce conflit n'est pas tombé du ciel. Il est le résultat direct et prévisible de décennies de provocations. Tout a commencé avec le coup d'État violent orchestré par les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN à Kiev en 2014 (l'Euromaïdan), suivi de l'armement, du financement et du soutien politique délibérés d'un régime que l'Occident a utilisé comme un bélier géopolitique contre la Russie. Qu'une grande partie de la population européenne ignore cette histoire n'est pas un hasard, mais le résultat direct d'années de lavage de cerveau systématique par les médias occidentaux, qui bannissent toute nuance au profit d'un récit manichéen de « bien contre mal ».

La politique de sanctions de l'UE ne doit donc pas être comprise comme un instrument de pression diplomatique, ni comme un acte de soutien moral à l'Ukraine en tant que victime. Elle est, comme un ancien ministre français des Finances l'a maladroitement mais révélateur admis en mars 2022, une forme de « Guerre Totale ». C'est une guerre économique, destinée à détruire les infrastructures, la monnaie et la société russes. Cela se fait en parallèle et en soutien aux attaques militaires du régime ukrainien armé par l'OTAN, qui utilise désormais des missiles à longue portée pour frapper en profondeur les infrastructures pétrolières et gazières russes.

L'objectif est identique : une confrontation maximale pour vaincre la Russie, et non pour faire la paix.

Ces sanctions unilatérales sont non seulement contre-productives ; elles sont fondamentalement illégales au regard du droit international. Elles violent explicitement la Charte des Nations Unies, qui interdit de telles mesures de coercition économique, et constituent en substance un acte d'agression criminelle. Ce faisant, l'UE – tout comme les États-Unis, qui soumettent actuellement plus de 30 pays (dont la Russie, la Chine, l'Iran, le Venezuela et Cuba) à un chantage économique – commet une violation flagrante de la souveraineté d'autres nations.

Cette politique répond en outre à la définition clinique de la folie : répéter sans cesse la même action inutile en espérant un résultat différent. La Russie est sans doute le pays le plus sanctionné de l'histoire moderne, avec des centaines de banques, d'entreprises et de particuliers visés. Pourtant, l'économie russe ne s'est pas effondrée. Au contraire, le pays a réussi à réorienter ses flux commerciaux vers le Sud global et l'Asie. Dans un retournement de sort ironique et tragique, ce sont les économies européennes qui souffrent gravement de cette exclusion auto-imposée. La perte d'énergie russe abordable a conduit à une désindustrialisation rapide et irréversible du continent. L'Allemagne, jadis le moteur économique incontesté de l'Europe, est désormais contrainte d'importer du gaz naturel liquéfié (GNL) américain plus cher. Cela sape la position concurrentielle historique de l'industrie européenne et rend le continent dépendant des caprices de Washington.

La facture est inévitablement présentée au citoyen européen. Une population de 500 millions de personnes est confrontée à un coût de la vie catastrophique, causé directement et de manière démontrable par les politiques de ses propres dirigeants. Ces soi-disant représentants du peuple déciment leurs propres sociétés sans aucun mandat démocratique. Ils imposent une politique ruineuse comme un diktat, attisant davantage les tensions et les hostilités vers une guerre

généralisée.

Les fissures de cet édifice en faillite deviennent visibles pour quiconque veut regarder. Les négociations sur le 21e paquet de sanctions ont été chaotiques et certainement pas unanimes. La Grèce a exigé des exemptions pour le transport maritime international de pétrole et de gaz russes. L'Allemagne et le Portugal ont demandé des exceptions pour les sanctions sur la pêche russe. L'Autriche, la Bulgarie, la France et l'Italie ont toutes déposé des recours pour protéger leurs divers intérêts économiques nationaux. Comme le titrait [Euronews](#) : **Des négociations chaotiques sur les sanctions révèlent des fissures dans le front européen contre la Russie**. Un [diplomate](#) a résumé avec justesse : « Il devient de plus en plus difficile de trouver un terrain d'entente. La Commission manque d'options. Chaque paquet devient plus complexe et prend plus de temps à négocier. » C'est le son d'une élite politiquement insolvable à Bruxelles. Portés par une russophobie profondément enracinée, ces fonctionnaires font du citoyen européen une victime de leurs propres idées défailtantes et illégales.

L'Hypocrisie de l'Occident : Silence sur l'Iran, Cuba et la Palestine

La véritable nature de cette crise du leadership européen n'apparaît toutefois pleinement que lorsque nous élargissons notre regard à la scène mondiale. L'hypocrisie est criante et indéniable. Alors que Bruxelles s'affaire sur le 21e train de sanctions anti-russes, elle reste complètement silencieuse sur les crimes de guerre massifs commis par les États-Unis et le régime israélien. Ce double standard n'est pas un angle mort diplomatique accidentel ; c'est la preuve irréfutable d'une fraude systématique, d'une faillite politique et d'une corruption morale. Il fut un temps où certains hommes politiques européens s'élevaient contre les guerres américaines. Ce temps est révolu. L'ensemble de la classe politique européenne est pourri par la corruption et la complicité.

Escalade et Blocus de l'Iran : Des Crimes de Guerre dans l'Ombre

Comme Mick Wallace et Clare Daly le soulignent avec force dans leur récente analyse, l'escalade au Moyen-Orient a atteint un point critique et dangereux pour la vie. Les États-Unis mènent depuis des mois une guerre d'agression contre l'Iran, avec des bombardements quotidiens et nocturnes sur les infrastructures critiques. Cela ne se produit pas dans un vide géopolitique, mais souvent délibérément pendant des processus de négociation en cours – une tactique de pure intimidation. L'histoire se répète de manière sinistre : les États-Unis ont également bombardé l'Iran pendant les négociations en juin 2025 et de nouveau en février 2026.

Récemment, pendant la période de deuil suivant la mort de l'ayatollah Khamenei, les attaques américaines se sont intensifiées sur des villes du sud de l'Iran, près du détroit d'Ormuz, stratégiquement vital. C'est un crime de guerre à 100 %, en violation de tous les traités internationaux et de toute norme de comportement civilisé. Les médias occidentaux n'en disent rien, ou le présentent comme une « défense nécessaire » contre une menace inventée. Pendant ce temps, l'Iran, qui s'était d'abord montré réservé conformément au mémorandum d'accord (MOU) sur le suivi maritime, a dû riposter contre les bases militaires américaines dans les États du Golfe qui facilitent ces attaques criminelles.

La dynamique géopolitique autour du détroit d'Ormuz est explosive. Les Américains ont tenté, via Oman, sous la menace de la violence et de rayer le pays de la carte, de faire passer leur navigation. Oman a capitulé, mais cela a violé l'accord selon lequel l'Iran surveillerait gratuitement la navigation pendant 60 jours. Les attaques américaines contre des navires du côté omanais ont contraint l'Iran à maintenir son contrôle sur la voie d'eau. Le détroit d'Ormuz est, en un sens, l'« arme nucléaire » de l'Iran : il confère au pays un énorme levier économique sur l'économie mondiale. La menace de Donald Trump d'y imposer des péages (jusqu'à 20 % par baril de pétrole, soit des dizaines de dollars par baril) est un acte de terrorisme économique sans aucun fondement juridique.

Le silence européen à ce sujet est assourdissant. Où est l'indignation face à la violation de la liberté de navigation ? Où est la condamnation du meurtre d'un leader spirituel et politique – ce qui, si cela arrivait à un dirigeant occidental, déclencherait en Europe une crise internationale d'une ampleur sans précédent ? La participation massive d'environ 30 millions d'Iraniens (près d'un tiers de la population) aux cérémonies de deuil témoigne d'une unité et d'une résilience que l'Occident continue de sous-estimer. Ce soutien populaire donne à l'Iran le soutien nécessaire pour rester ferme et ne pas céder au chantage du détroit.

De plus, la transcription révèle une dynamique intrigante au sein même de l'élite américaine, avec des personnalités comme J.D. Vance qui tentent peut-être de se positionner face au bellicisme pur de Marco Rubio – non par conviction morale, mais par opportunisme électoral. Pendant ce temps, ces élites, y compris des proches de Trump, font des fortunes en spéculant sur les marchés en fonction de l'actualité guerrière, tandis que la population ordinaire paie le prix par la hausse des prix de l'énergie et l'incertitude.

Le Blocus de Cuba : Un Dossier de Meurtre Silencieux

À l'autre bout du monde, une tragédie tout aussi horrible mais encore moins porteuse d'espoir se déroule : la situation à Cuba. Sous la pression d'un blocus maximal de Washington, en partie facilité et attisé par la rhétorique belliciste de personnalités comme Marco Rubio, le peuple cubain est systématiquement asphyxié.

La réalité sur le terrain, telle que décrite dans un rapport accablant d'un membre du Parti communiste irlandais actuellement à La Havane, est apocalyptique. Les habitants d'appartements au 18e étage sont bloqués sans ascenseurs en état de marche. Il n'y a pas d'eau courante, ce qui signifie que les toilettes ne peuvent pas être tirées et que l'air est saturé d'odeur d'excréments. Les gens ne peuvent pas se laver, cuisiner ou nettoyer. **Ce n'est pas une « politique » ou un « défi » ; c'est du terrorisme. C'est un acte délibéré et organisé de meurtre de masse par les États-Unis contre un peuple souverain.**

Des rapports choquants indiquent qu'au cours des derniers mois seulement, 1 800 enfants sont morts à Cuba en raison directe du manque d'électricité et de l'effondrement des infrastructures médicales. En comparaison, le monde s'est arrêté après le 11 septembre, lorsque 3 000 victimes ont été dénombrées. Mais 1 800 enfants morts à Cuba, ou les plus de 70 000 enfants morts à Gaza, ne suscitent aucune indignation dans les capitales européennes. Le gouvernement irlandais, ni l'UE dans son ensemble, n'a condamné ces actes barbares.

Le silence est une complicité. C'est la preuve que le droit international n'est qu'un instrument que l'Occident utilise contre ses rivaux, tandis que pour lui-même et ses alliés, il n'existe pas. Cuba, célèbre pour sa solidarité internationale, l'envoi de médecins aux quatre coins du monde et ses innovations médicales, est aujourd'hui puni parce qu'il ne se soumet pas à la volonté impériale de Washington. **Les partis et gouvernements de gauche européens, qui autrefois se seraient levés pour les faibles, regardent ailleurs. C'est la preuve définitive de leur faillite morale.**

Gaza et la [Machine de Guerre Néroc capitaliste](#)



La situation en Palestine constitue le point le plus bas de cette décadence morale occidentale. Francesca Albanese, la rapporteure de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, a déclaré sans équivoque et de manière étayée dans ses rapports que ce qui se passe à Gaza répond à la définition juridique du génocide. Il ne s'agit pas de rhétorique politique ou d'activisme, mais d'une constatation juridique fondée sur l'article II de la Convention sur le génocide : des actes commis avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel.

L'Entrave à l'Aide Humanitaire et la Torture des Enfants

La destruction à Gaza n'est pas un « accident de guerre » ou des « dommages collatéraux ». C'est une politique systématique et délibérée. Israël a, comme le note avec justesse Albanese, utilisé l'aide et la nourriture comme une arme depuis des décennies, mais l'ampleur et l'intensité actuelles sont sans précédent dans l'histoire moderne. La population est réduite à vivre dans des camps de tentes, exposée aux éléments, tandis que l'accès aux soins médicaux, à la nourriture et à l'eau est délibérément bloqué comme moyen de punition collective.

Les témoignages sur le sort des enfants palestiniens sont déchirants et devraient révolter quiconque a une conscience humaine. Gaza compte désormais le plus grand nombre d'amputations d'enfants de l'histoire du monde. Les enfants subissent des amputations sans anesthésie, car les anesthésiques sont épuisés ou les hôpitaux ont été détruits. Des enfants tellement malnutris qu'ils ont mangé de la nourriture animale et se sont intoxiqués, avec des séquelles à vie. Des enfants retrouvés avec des balles dans la tête. Ce n'est pas de « l'autodéfense » ; c'est l'œuvre d'une armée de tueurs d'enfants, soutenue par une direction politique qui appelle ouvertement à la destruction et au déplacement.

Le rapport d'Albanese sur la « torture et le génocide » a été rejeté par Israël avec l'accusation habituelle et creuse d'antisémitisme. C'est une manœuvre de diversion

qui a désormais perdu son effet auprès de tout observateur indépendant. Le Comité des Nations Unies contre la torture a déjà confirmé que les actes d'Israël contre des milliers de Palestiniens, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons, constituent une politique systématique de torture qui contribue au génocide. Les souffrances infligées en Cisjordanie reflètent l'horreur à Gaza, démontrant que l'objectif ultime est la destruction totale de la viabilité palestinienne.

Nérocapitalisme : La Guerre comme Modèle de Profit

Pourquoi cela continue-t-il ? Parce qu'il y a de l'argent à gagner. Nous assistons à l'émergence de ce qu'Albanese appelle justement le « nérocapitalisme » : un modèle économique qui profite de la mort, de la destruction et du déplacement. L'économie d'occupation a évolué vers une économie de génocide.

Les grandes entreprises technologiques, les entrepreneurs de défense et les institutions financières (comme Palantir et d'autres acteurs boursiers) voient leurs cours s'envoler tandis que la région est rasée. L'agenda expansionniste d'Israël et des États-Unis au Moyen-Orient est motivé par ces intérêts impériaux et commerciaux. C'est un paradoxe flagrant que les citoyens américains ordinaires, qui ont du mal à joindre les deux bouts et ne peuvent pas se permettre des soins médicaux, investissent indirectement dans la destruction de Gaza par le biais de leurs impôts et de leurs fonds de pension. L'élite s'enrichit ; la classe ouvrière, tant au Moyen-Orient qu'en Occident, paie le prix de sa vie, de sa prospérité et de son humanité.

Les sanctions que les États-Unis ont personnellement infligées à Francesca Albanese sont la preuve ultime de la faiblesse et de la peur de ce système. Lorsque les arguments juridiques et moraux ne peuvent plus être réfutés, on recourt à l'intimidation et à la réduction au silence du messenger. Elle est punie pour avoir exercé sa liberté d'expression – un droit qui est soi-disant sacré en Occident, tant qu'il ne révèle pas les mauvaises vérités sur le pouvoir.

L'Escalade vers une Guerre Totale : L'Europe comme Pion des États-Unis

En revenant au continent européen, la situation est tout aussi alarmante. La classe politique européenne semble avoir perdu tout contact avec la réalité. Au lieu de plaider pour la diplomatie, elle embrasse une militarisation dangereuse. Nous le voyons dans l'approbation des attaques ukrainiennes avec des armes à longue portée en profondeur sur le territoire russe, ciblant les infrastructures pétrolières et

gazières, avec la bénédiction de l'OTAN.

C'est un jeu avec le feu du plus dangereux. La Russie possède, avec les États-Unis, 90 % des armes nucléaires mondiales. Les dirigeants européens, qui se cachent derrière l'OTAN, semblent oublier qu'une escalade qui accule la Russie dans ses retranchements ne conduira pas à une capitulation pacifique, mais à une réponse asymétrique et peut-être nucléaire. La rhétorique au sein de l'establishment russe commence déjà à évoluer vers une révision de sa doctrine nucléaire, une conséquence directe des provocations occidentales.

Les médias européens jouent un rôle répréhensible et indéniable dans ce contexte. Au lieu d'examiner de manière critique les causes du conflit et les intérêts de l'industrie de la défense, ils agissent comme un porte-voix de la propagande de guerre. Des hommes politiques de pays comme l'Irlande ont récemment affirmé que résoudre la crise du logement ou investir dans la santé était devenu un « luxe » parce que « la guerre frappe à notre porte ». Ce raisonnement est retors et trompeur. La guerre ne frappe pas simplement ; elle a été activement attisée et entretenue par les mêmes élites qui réduisent aujourd'hui la sécurité sociale. C'est une manœuvre de diversion pour justifier le démantèlement de l'État-providence sous couvert de sécurité nationale.

L'histoire nous enseigne que des puissances impérialistes rivales ont également marché vers une guerre mondiale en 1914 et 1939, poussées par un mélange de cupidité, d'aveuglement idéologique et d'échec de l'appareil diplomatique. Les actuelles « coalitions de volontaires » et les défilés militaires dans les capitales européennes ne sont pas des signes de force, mais une tentative désespérée de masquer une position géopolitique intenable. L'Europe s'industrialise hors du marché, s'aliène ses partenaires potentiels du Sud global et se rend vulnérable aux caprices de Washington.

L'Imposition du Silence : La Criminalisation de la Solidarité

Une caractéristique de tout régime en faillite est la nécessité de réprimer les opinions dissidentes et de criminaliser la solidarité. Nous assistons à une attaque mondiale et coordonnée contre l'activisme, la solidarité et la liberté d'expression. L'exemple le plus récent et le plus frappant est celui de Fergie Chambers.

Chambers, un philanthrope américain issu d'une famille milliardaire qui a consacré sa fortune à des causes progressistes dans le monde, a été arrêté en juillet en Espagne sur la base d'une accusation scellée. L'accusation porterait sur le « financement du terrorisme ». La réalité est que Chambers a financé des projets humanitaires, tels que des usines de dessalement en Palestine, des écoles pour

enfants et des programmes de santé mentale pour les orphelins à Gaza.

Son arrestation et la menace d'extradition vers les États-Unis constituent une violation horrible du droit international et un précédent dangereux. En vertu de la législation américaine actuelle, renforcée par des conférences antiterroristes récentes qui ciblent les militants de gauche, les antifascistes et les mouvements de solidarité, un procès équitable pour Chambers aux États-Unis est impossible. Nous avons déjà vu des militants aux États-Unis condamnés à des centaines d'années de prison pour leur appartenance à un club de lecture de gauche.

Le gouvernement espagnol est désormais confronté à un test moral. Va-t-il s'incliner devant les pressions de Washington, même après que Trump a récemment menacé de stopper le commerce avec l'Espagne en raison de sa position sur Israël et la Palestine ? L'extradition de Chambers serait une trahison de tout principe de justice. Elle montre clairement que la solidarité avec le peuple palestinien, ou avec tout peuple opprimé, est de plus en plus traitée comme une activité criminelle dans le Nord.

Cette tendance ne se limite pas aux individus. Les organisations, les clubs de lecture et les universitaires sont intimidés. Le gouvernement britannique a récemment inscrit le Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran sur une liste terroriste, tandis que les Forces de défense israéliennes (FDI), responsables de la mort de dizaines de milliers de civils, sont laissées tranquilles. Cette application sélective du terme « terrorisme » révèle ce qu'il est : une étiquette politique visant à délégitimer les adversaires et à protéger ses propres alliés de toute responsabilité.

Conclusion : La Nécessité d'une Résistance Organisée

La synthèse de ces trois sources aboutit à une conclusion inéluctable, sombre mais éclairante : nous sommes entre les mains d'élites prédatrices. L'Union européenne a perdu son âme. Elle est devenue un projet bureaucratique et belliciste qui sacrifie ses propres citoyens aux ambitions géopolitiques d'un hégémon américain en déclin, tout en fermant les yeux sur les atrocités commises à Gaza, à Cuba et en Iran. L'Occident tente de retenir l'histoire, mais l'essor du Sud global et la résilience de peuples comme ceux d'Iran, de Russie et de Palestine montrent que ces réflexes impériaux ne resteront plus impunis.

Il ne suffit pas d'en être indigné. L'indignation sans action n'est qu'une forme d'apitoiement intellectuel sur soi-même. Le message que nous devons adopter est celui d'une solidarité organisée. Nous ne pouvons pas lever les bras et dire que le système est trop grand pour être vaincu. Comme l'a dit Malcolm X : ne laissez jamais

l'ennemi vous dire combien ils sont.

La majorité des gens, en Europe comme ailleurs, réalisent que le système est brisé. Ils ressentent la hausse des prix, voient la destruction sur leurs écrans et perçoivent l'absence de contrôle démocratique. La tâche est désormais de transformer ce mécontentement diffus en un pouvoir coordonné et organisé. Cela signifie faire pression sur les gouvernements locaux et nationaux, soutenir les médias indépendants, soutenir financièrement et politiquement les mouvements de solidarité (comme ceux pour Cuba et la Palestine), et refuser de participer à la rhétorique guerrière.

L'automne 2026 sera crucial. Le monde est à un carrefour. Nous pouvons continuer à marcher vers l'abîme d'une troisième guerre mondiale, alimentée par les profits de l'industrie de la défense et l'hypocrisie de Bruxelles et de Washington. Ou nous pouvons choisir la voie difficile mais nécessaire de la vérité, de la justice et de l'humanité. Pour les lecteurs de cette plateforme, qui comprennent l'histoire et voient le monde à travers un regard critique et indépendant, ce choix est déjà fait. Il est maintenant temps d'agir. Le temps du silence est révolu ; le temps de la vérité organisée et de la solidarité inébranlable est arrivé.